



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Question orale

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 18-HQU-156

Déposé le : 06.11.18

Scanné le : _____

Art. 112 LGC Les questions orales, déposées le premier mardi de chaque mois et traitées le mardi suivant devant le GC, portent sur un sujet d'actualité et sur une compétence propre ou déléguée du CE. Elles ne comportent **qu'une seule et unique question**, rédigée de manière **succincte**, et ne dépassent pas 1'000 signes typographiques. Elles ne sont pas développées et peuvent être proposées par un député, un groupe politique ou une commission. Les titres des questions orales sont transmis, pour information, à tous les membres du GC. Lors de leur traitement, les questions orales ne donnent pas lieu à débat.

A la suite de la réponse apportée par le CE, l'auteur de la question est autorisé à formuler une brève question complémentaire, à laquelle le CE, dans la mesure du possible, répond immédiatement.

Titre de la question orale

Quel soutien économique pour Région de Nyon ?

Question posée

L'association intercommunale à buts multiples Région de Nyon connaît une période compliquée en raison de la frilosité de certaines communes à participer au développement régional, en particulier au dispositif d'investissement solidaire de la région nyonnaise (DISREN) mis en place par Région de Nyon afin de soutenir les projets d'intérêt régional. Cette institution est novatrice à l'échelle du canton et il est inquiétant de constater que certaines communes ont d'ores et déjà quitté cette structure et que d'autres prévoient de le faire. Par la LADE notamment, le Canton soutient déjà Région de Nyon dans ses activités. Cela étant, alors que le PADE devrait être prochainement adopté par le Conseil d'Etat, serait-il imaginable qu'une certaine prime à la bonne collaboration et à la solidarité intercommunale soit proposée par cet outil ?

Aussi, j'ai l'honneur de poser la question suivante au Gouvernement :

"Est-ce que le Conseil d'Etat partage l'inquiétude engendrée par le retrait de certaines communes de Région de Nyon et peut-il imaginer de mettre en place des outils afin de soutenir plus activement cette institution, en particulier grâce aux aides octroyées par le SPEI via la LADE ?"

Nom et prénom de l'auteur :

MELLY SERGE

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature :

Signature(s) :